

## Education

## Les enseignants étaient à leur poste hier

Prissilia M. MOUSSAVOU

Libreville/Gabon

*Les cours ont normalement repris hier dans les établissements scolaires publics de Libreville. Les enseignants étaient presque tous présents à leurs postes, en attendant que leurs revendications aboutissent.*

**SUITE** à l'assemblée générale tenue samedi dernier par les enseignants membres de la Convention nationale des syndicats du secteur éducation (Conasysed), au sortir de laquelle ils ont décidé d'observer un mouvement de grève à compter de ce mois de janvier, on s'attendait à un éventuel arrêt de cours dès le lundi 04 janvier. Il en a

rien été. Puisque, contrairement aux consignes édictées par les responsables de la Conasysed, d'observer un mouvement de grève dès hier, pour un mois renouvelable, le mot d'ordre de grève n'a pas été suivi.

Leur décision émane, selon eux, de la lenteur observée par le gouvernement dans le paiement de la redevance du deuxième trimestre de 2015 de la Prime d'incitation à la performance (PIP), l'intégration des enseignants du primaire qui devait être apuré avant le 25 décembre 2015 et le paiement effectif des vacances, etc. Qu'à cela ne tienne, les cours ont repris effectivement hier. Du moins au sein des établissements où nous nous sommes rendus. En effet, après deux se-

maines de vacances du premier trimestre scolaire, les élèves des établissements secondaires et primaires publics ont bien regagné les salles de classe. Bien que timide, les cours ont effectivement repris.

Du lycée d'application Nelson Mandela au CES Léon Mba, en passant par lycée Georges Mabignat, le CES de Mindoubé, les enseignants étaient presque tous à leur poste. Quelques absences nous ont été notifiées, mais elles n'avaient aucun lien avec le mot d'ordre de la Conasysed. C'est le cas par exemple de certains enseignants, encore en vacances hors de Libreville, qui n'ont pas pu être à leur lieu de travail hier matin.

Au lycée d'application Nelson Mandela, par exemple, l'administration et le corps

professoral se sont accordés sur l'effectivité des cours au sein de cet établissement. Du moins, le corps enseignant a décidé d'observer encore, pendant une semaine, avant de décider d'un quelconque arrêt de cours.

D'ailleurs, Mme Ilagou Mboumba, proviseur dudit établissement, a recommandé aux enseignants de ne pas remettre en cause la scolarité des enfants. «*Ce matin, les enseignants du lycée dont j'ai la charge et moi avions tenu une réunion. Il était question de poursuivre normalement les cours, en attendant que nos revendications aboutissent. Nous nous sommes fixés des objectifs cette année. Principalement un taux de réussite élevé aux examens de fin d'année. Nous voulons l'atteindre.*

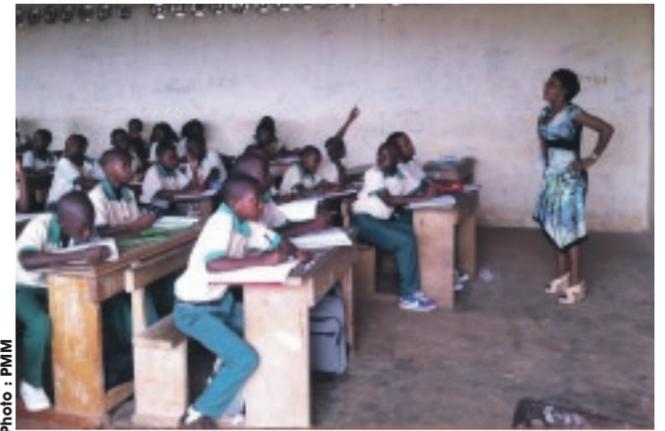


Photo : PMM

**Au collège de Mindoubé, la reprise des cours était effective.**

*J'ai, de ce fait, recommandé à mes collaborateurs de ne pas confondre le syndicalisme et l'activité politique. Nous devons faire les choses en respectant les normes juridiques», a-t-il indiqué.*

Ces enseignants ont donc conscience qu'en paralysant leur secteur d'activité,

c'est l'avenir de tout un pays qu'ils mettent en danger. C'est sans doute pour cette raison que plusieurs d'entre eux étaient à leur poste hier. Toutefois, ils disent attendre du gouvernement qu'il réalise ses promesses en respectant les délais qu'il donne.

## Le ministre de l'Education nationale dans les établissements scolaires

## Florentin Moussavou au cœur des réalités

Christian KOUIGA

Libreville/Gabon

*Hier, très tôt en matinée, le membre du gouvernement s'est rendu, tour à tour, au lycée de Sibang, au CES de Mindoubé, aux deux écoles publiques du PK8...pour toucher du doigt les réalités en milieu scolaire.*

**ENTAMÉES** au lendemain de sa nomination au gouvernement en septembre dernier, les visites du ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement technique, Florentin Moussavou, se sont poursuivies hier, très tôt en matinée, dans plusieurs établissements primaires et secondaires de Libreville. Notamment au lycée de Sibang, aux deux écoles publiques du PK8, au CES de Mindoubé, à l'école publique de Lalala et au CES



Photo : CEK

**Le ministre de l'Education nationale, Florentin Moussavou, échangeant avec les élèves du CES de Mindoubé.**

Olivier Ambaye de Glass, où la principale, Marie-Gabrielle Mandi, a fait l'économie des maux qui minent son établissement secondaire.

Les difficultés énumérées, identiques à bien des égards partout où il est passé, ont pour noms: insuffisance des salles de classe (avec pour

conséquences des effectifs pléthoriques), nombre limité des tables-bancs, carence d'enseignants dans certaines matières (d'avantage scientifiques), toilettes insalubres et inutilisables faute d'eau, etc.

Florentin Moussavou a promis de faire de son mieux, afin que l'essentiel soit fait.



Photo : CEK

**Comme ici, au CES d'Ambaye, la reprise des cours a été effective, hier partout.**

Non sans assurer que l'Etat, personne morale, fait tout pour apporter des réponses appropriées aux nombreux et incessants besoins du monde scolaire.

Coïncidant avec le mot d'ordre de grève lancé la veille par la Conasysed, qui a du reste connu un flop - preuve que de nombreux

enseignants ont pris la mesure du rôle à eux dévolu : former l'élite de demain-, le membre du gouvernement a mis à profit cette sortie pour rappeler à ses "frères du métier" que l'enseignement, comme ils le savent bien, est un métier noble où l'on prône l'amour du prochain, le progrès de la so-

ciété et la transmission des valeurs précieuses.

Il revient aux enseignants maintenant de faire preuve de responsabilité et de sacerdoce républicain (ou patriotique) pour sauver l'école gabonaise, celle qui nous a tous façonnés, du spectre des années scolaires agitées. Une agitation du reste entretenue, et en passe de devenir structurelle.

C'est une responsabilité qui incombe à tous les maillons. Afin que notre système éducatif soit de moins en moins considéré comme décadent. C'est la meilleure manière de brandir la carotte et non le bâton, pour encourager le gouvernement à apporter, comme il le fait, en dépit des lenteurs, des apports et des subventions non négligeables à l'édification de notre système éducatif national.

## Transport urbain/ Reprise des cours dans les établissements scolaires, hier

## Une journée "difficile" pour les usagers de la Sogatra

F.B.E.M

Libreville/Gabon

*La reprise des activités scolaires et administratives hier a donné l'occasion de mesurer tout le handicap que provoque la grève de Sogatra, après deux semaines de grève.*

**SUITE** à une entrée en grève de ses agents, le 22 décembre 2015, plus aucun bus, ni taxi-compteur de la Société gabonaise de transports (Sogatra) n'est visibles dans les rues de Libreville et ses environs depuis cette date. Si cette grève a été étouffée, durant les premiers jours, par l'euphorie des fêtes de

fin d'année, celles-ci passées, un tour de ville hier, nous a permis de relever beaucoup d'amertume chez les usagers de l'unique société de transport public du pays.

Avec la reprise des activités administratives et scolaires ce 4 janvier, c'était une journée "particulièrement difficile", comme l'ont laissé entendre les personnes interrogées. Notamment celles résidant loin du centre-ville. Les bus de la Sogatra, faut-il le rappeler, exerçaient sur la base d'un ratio distance/prix très économique. L'exemple du tronçon Sainte-Marie-Bikele, au prix de 100 frs, suffit pour l'attester.

Dorcas Ntsame Obame,



Photo : F.B.E.M

**Que ce soit au lieu d'embarquement du Géant Casino Mbolo...**

élève au CES d'Akébé, rencontrée à l'ex-gare-routière, fait état de ses frais de transport qui sont passés du simple au triple, du fait de cette grève. «*On a du mal à se déplacer convenablement, comme avant les fêtes», a-t-elle lâché, dépitée.*

Un peu plus loin, Freddy

Boudjou, un autre élève, n'était même pas au courant de la grève qui sévissait à la Sogatra. Comme beaucoup d'autres d'ailleurs, ajoutant un peu plus à leur peine. Debut, au lieu d'embarcation habituel de la Sogatra, il a avoué ne disposer que de 100 fca dans ses poches. Une somme d'ordinaire suf-



Photo : F.B.E.M

**...ou ici à Sainte-Marie, les parkings la Sogatra sont vides, au grand dam des usagers.**

fisante pour rallier son domicile à "La Sni Owendo", après les cours.

Certains, enfin, conscients de la situation qui prévaut, ont dû à nouveau se plier à la loi des taximen ordinaires, déjà grincheux, même dans un contexte de transport urbain normal. Non sans tenir, pour certains, des mots durs

à l'encontre de la société de transport qui les pénalise ainsi.

Fredi Leckogo, secrétaire général du syndicat de la Sogatra, joint au téléphone hier, a confié que «*c'est une situation qui risque malheureusement de durer encore longtemps, du fait des négociations qui piétinent.*